

Monsieur le Président, c'est bon! C'est bon parce que nous autres on ne donne pas d'argent pour rien, que ce soit l'entreprise privée, que ce soit n'importe qui. Mais si on discute du libre-échange, monsieur le Président, il faudrait absolument que je revienne là-dessus.

• (1700)

[Traduction]

Monsieur le Président, permettez-moi de citer le harsard du 24 février 1972. Voici ce qu'a déclaré le chef de l'opposition, qui était ministre des Finances à l'époque, au sujet des échanges commerciaux avec les États-Unis:

La division du monde en grands blocs commerciaux, dont j'ai parlé tantôt, présente des dangers particuliers pour le Canada comme pays commerçant important et un des rares pays industrialisés qui n'ont pas libre accès à un marché d'au moins 100 millions de personnes.

Le Canada comptait environ 25 millions de personnes à l'époque. Un peu plus loin, il a dit ceci:

Nous, Canadiens, devons maintenant exercer toute l'influence dont nous sommes capables pour activer la reprise du mouvement d'après-guerre vers une plus grande libéralisation du commerce international. Le retour en arrière vers le protectionnisme serait une solution de rechange dangereuse...

Il y a aux États-Unis plus de 200 lois protectionnistes qui posent une grave menace pour notre économie.

Le président suppléant (M. Paproski): Si le député n'a pas de question à poser, nous devons poursuivre le débat car nous n'avons pas beaucoup de temps. Le député a-t-il une question?

[Français]

M. Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): C'est bien, monsieur le Président, si on m'avait accordé plus de temps, j'aurais pu passer beaucoup plus de temps à discuter là-dessus.

Monsieur le Président, avant de poser ma question dans 30 secondes, le seul point que je voulais faire c'est que nous autres les Canadiens et les Canadiennes, nous autres les Québécois et les Québécoises, ... monsieur le Président il faut comprendre que nous autres dans la circonscription de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine et les autres circonscriptions dans l'Est du Québec, c'était difficile parce que nous autres on ne voyait pas l'économie dans le développement économique, on voyait surtout la politique. Nous, nous avons changé cela depuis 1984.

La question que je voulais poser: Avec les 25 ans durant lesquels l'ancien gouvernement était au pouvoir, pour nous, pour développer chez nous, monsieur le Président, je ne m'en cache pas non plus là-dedans, j'ai fait la même chose avec mes électeurs, avec mes militants chez nous, et j'ai dit la même chose: Donnez-moi la chance. Et, dans trois ans j'ai mis plus d'argent dans ma circonscription que jamais auparavant, ... et nous avons coupé...

Et la question que je pose au député de Shefford (M. Lapierre) est la suivante: Il dit... qu'il réponde à la question... Si pendant 25 ans eux autres n'ont rien fait, alors qu'ils ont donné l'argent à leurs amis en oubliant le développement régional... Qu'il réponde, s'il veut reprendre le pouvoir, qu'il nous dise comment il va changer leur politique, parce que vous pouvez être certain, monsieur le Président, que le parti congressiste conservateur, la prochaine fois...

M. Lapierre: Monsieur le Président, je pense que le député parlait au nom de son parti. Il est un peu mêlé entre le Canada au travail et les États au travail, j'imagine qu'il voulait faire un peu une comparaison.

Les subsides

Ce que je veux dire au député de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine (M. Gray), c'est que le débat sur le libre-échange transcende de beaucoup les Canada au travail et les rénovations de sous-sol. Ce que je veux dire au député de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine, c'est que ces gens chez eux, dont mes propres parents qui demeurent dans sa circonscription et par chance qu'ils n'ont pas voté pour lui, ce que je veux lui dire c'est que pour eux c'est important d'être Madelinots ou d'être Gaspésiens ou de Bonaventure, mais ils ne sont pas prêts à être Américains. Que ces gens-là pensent que le défi canadien vaut la peine d'être relevé et que traditionnellement, malgré les difficultés, bon an mal an, malgré le fait que le député n'a même pas réussi à récupérer les fonds du Plan de l'Est pour sa région, malgré que le député ne se soit pas occupé de ses affaires, malgré tout cela, ces gens-là ont une volonté de vivre comme Canadiens et ont des valeurs, ils ont...

M. Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): ... J'invoque le Règlement...

M. Lapierre: ... je pense qu'il invoque le Règlement...

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Je donne la parole au député des Îles-de-la-Madeleine, pour un très bref rappel au Règlement.

M. Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): Monsieur le Président, je serai bref. Ce que je tentais de dire c'est qu'en Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine, nous avons eu un gouvernement libéral durant 25 ans et que ça n'a rien donné. Ce qu'il faut dire au député de Shefford (M. Lapierre), c'est que les gens doivent en avoir pour leur argent.

Le président suppléant (M. Paproski): La question est intéressante à débattre.

[Français]

M. Lapierre: J'aimerais finir ma réponse, monsieur le Président. Je pense que le député ne comprend rien à propos du libre-échange. Je pense que franchement, monsieur le Président, le député mêle des oranges et des tomates. La réalité, c'est qu'une politique libérale est à deux volets. On aurait le développement international et celui de nos marchés surtout en vertu d'une formule globale. Nous croyons fondamentalement aux mécanismes internationaux du GATT et ensuite, nous aurions une politique domestique qui permettrait justement de relever les défis de la concurrence internationale. Et c'est exactement l'engagement que mon chef a pris il y a quelques semaines devant un groupe à Toronto.

Monsieur le Président, ce que le député devrait comprendre, c'est que strictement, l'espèce de brouillon de l'Entente sur le libre-échange ne réglera rien aux Îles-de-la-Madeleine, que cette Entente ne réglera rien, au contraire, que cela va mettre en péril plusieurs programmes dont les Madelinots profitent actuellement, que ce soient les programmes d'aide au développement économique régional... le premier ministre lui-même l'a admis à Halifax que c'était en péril... que ce soient les programmes d'assurance-chômage, que ce soient tous les programmes sociaux, cela peut être très dangereux. Vous savez, c'est la philosophie du tordeur: un coup que tu as la main dedans, c'est souvent que le bras y passe.